

PRÉFECTURE DES BOUCHES-DU-RHÔNE

**DIRECTION DES COLLECTIVITÉS LOCALES
ET DU CADRE DE VIE**

BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT

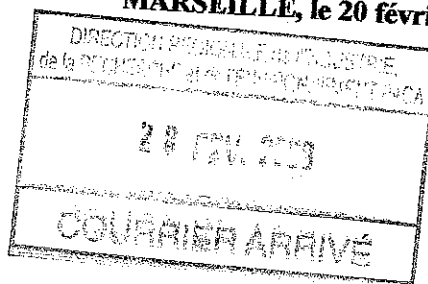
Dossier suivi par : M. RICARD

☎ 04.91.15.63.21

✉ pierre.ricard@bouches-du-rhone.pref.gouv.fr

N° 2008-63 SANC-U

MARSEILLE, le 20 février 2008



A R R E T E

**IMPOSANT DES MESURES D'URGENCE
A LA SOCIETE PAPETERIES ETIENNE SAS
EN ARLES**

**LE PREFET DE LA REGION PROVENCE, ALPES, COTE D'AZUR,
PREFET DES BOUCHES-DU-RHONE
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE**

VU le code de l'environnement, et notamment ses articles L. 511-1 et L.512-7;

VU l'arrêté préfectoral du 13 juillet 1999, et notamment son article 5;

VU le rapport de la Direction Régionale de l'Industrie de la Recherche et de l'Environnement en date du 19 février 2008;

CONSIDERANT que les sources de pollution potentielle du Rhône par du polystyrène ont été identifiées au niveau de l'usine des PAPETERIES ETIENNE implantée en ARLES;

CONSIDERANT qu'en application de l'article L.512-7 du Code de l'Environnement, il convient d'imposer des mesures d'urgence à la Société PAPETERIES ETIENNE, afin de réduire très rapidement les rejets résiduels de polystyrène dans le Rhône;

SUR PROPOSITION du Secrétaire Général de la Préfecture;

A R R E T E

ARTICLE 1er

La société PAPETERIES ETIENNE SAS sise en ARLES – 29 avenue de Camargue – Quartier Trinquetaille – procèdera aux travaux visés à l'article 2 selon l'échéancier fixé ci-après afin de compléter les dispositions de l'article 5 de l'arrêté préfectoral du 13 juillet 1999:

ARTICLE 2

2-1/ Rejet R1: Afin de piéger les résidus de polystyrène non récupérés en amont du procédé de fabrication, les travaux suivants seront engagés:

Immédiatement:

- Maintenir opérationnel le dispositif temporaire (grille) mis en place le 07 février 2008 jusqu'à la mise en place d'un équipement industriel et pérenne et faire nettoyer aussi régulièrement que nécessaire ce dispositif.

Fin avril 2008:

- Mise en place d'un dispositif pour renforcer le captage et le tamisage des eaux d'effluents de process en passant d'une capacité de pompage de 70 à 200 m³/h.
- Validation de la technologie de l'équipement industriel de captage final.

Fin août 2008

- Mise en service de l'équipement industriel de captage final.

2-2/ Afin de globaliser cette démarche les autres points de rejet du site seront traités de la manière suivante:

2-2-1/ Rejet R2:

Fin février 2008:

- Mise en place d'une grille de surface en amont du point de rejet avec nettoyage régulier du dispositif de récupération.

2-2-2/ Rejet R3:

Fin février 2008:

- Fermeture de la vanne de crues et récupération des eaux de pluies par pompage des eaux souillées.

Fin juin 2008:

- Etude détaillée de la séparation des eaux pluviales de toiture non polluées afin de permettre leur rejet direct au milieu naturel.

2-2-3/ Rejet R4:

Fin avril 2008:

- Mise en place d'une grille en amont du point de rejet, avec nettoyage régulier du dispositif de récupération.

En plus du grillage et de la haie d'arbre existante sur le pourtour du parc à vieux papiers, la société PAPETERIES ETIENNE étudiera dans le même délai les moyens et la périodicité à mettre en place afin d'améliorer la propreté du secteur, en particulier le parc de stockage de la matière première (papiers recyclés).

ARTICLE 3

En cas de non-respect des dispositions qui précèdent dans le délai imparti, il pourra être fait application des sanctions administratives prévues à l'article L.514-1 du Code de l'Environnement.

ARTICLE 4

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 5

- Le Secrétaire Général de la Préfecture des BOUCHES-du-RHONE,
- Le Sous-Préfet d'ARLES,
- Le Maire d'ARLES,
- Le Chef du Service Interministériel Régional des Affaires Civiles et Economiques de Défense et de la Protection Civile,
- ✕ - Le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement,
- Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
- Le Directeur Départemental de l'Equipement,
- Le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours et toutes autorités de Police et de Gendarmerie

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

MARSEILLE, le 20 février 2008

Pour le Préfet,
le Secrétaire Général

Didier MARTIN

